

Algérie-Maroc : un match nul : Plaidoyer pour une communauté économique et monétaire maghrébine



Rassurez-vous, je ne vais pas faire le énième commentaire du match de football Maroc-Algérie qui s'est tenu à Marrakech le 4 juin 2011. Je me permets simplement d'ajouter que les deux équipes ont empoché les 3 points, l'Algérie à l'aller et le Maroc au retour. Donc sur le plan comptable, il y a égalité parfaite, même si au goal average le Maroc a pris l'avantage. Mais passons ! Le match nul que je souhaite évoquer dans ce papier est celui qui oppose ces deux pays sur le plan diplomatique et sur le théâtre dramatique des « échanges de coups ».

Ahmed Ouyahia, Premier ministre de la République d'Algérie, a évoqué l'activité des lobbies marocains à Washington, hostiles à son pays, pour justifier la non-réouverture des frontières (conférence de presse du 29 avril 2011). Le Maroc, par la voix de son porte-parole, a démenti toute implication du Royaume dans une campagne de dénigrement contre son voisin.

La CIA et l'armée étatsunienne n'ont pas besoin de rapporteurs pour connaître le degré d'implication (ou de non implication) de l'Algérie en faveur de Kadhafi.

S'il est difficile de connaître les dessous de cette affaire, on peut néanmoins avancer quelques hypothèses. Nous étions nombreux, experts, ONG, mouvements d'opinion à espérer la fin du statu quo et une nouvelle ère de coopération entre les deux pays dans l'intérêt de leurs peuples.

Malencontreusement, certains (aussi bien des Marocains que des Algériens) ont argué que l'ouverture des frontières algéro-marocaines seraient imposée par les Etats-Unis et ont même avancé une date. Comment penser que le rapport du Think Thank la Peterson Institute for international economics publié en 2008 soit à l'origine de l'infléchissement de la position algérienne ?

En outre l'intégration économique maghrébine n'est pas un objectif prioritaire des Etats-Unis. Le haut commandant des forces américaines pour l'Afrique, le général Carter Ham, a déclaré, le 30 mai 2011, que l'Algérie n'est pas impliquée dans l'envoi de mercenaires en Libye. Ceci doit inciter les autorités algériennes à «déclarer victoire » et à ouvrir les frontières, prouvant ainsi que c'est une décision souveraine et n'est nullement imposée sous une quelconque pression. En outre, l'Algérie a gelé les avoirs de Kadhafi et pris des contacts avec le CNT (conseil national de transition libyen). On ne peut que s'en féliciter dans la perspective d'un Maghreb uni et paisible.

Ceci sur la forme, sur le fonds, il est de notoriété publique que les diplomaties des deux pays (Algérie et Maroc) se livrent depuis trois décennies à une lutte fratricide coûteuse et épuisante. Tous les coups sont permis, avec la mobilisation de moyens financiers colossaux où il est fait appel à des ONG, des personnalités extra-maghrébines, des organes de presse et autres lobbies grassement financés.

Pendant ce temps, les pays qui ont le souci de l'intérêt de leurs populations concentrent leurs forces pour étendre leur influence économique. Au lieu de pratiquer la diplomatie du dénigrement, les Etats du Maghreb devraient construire une diplomatie économique active afin de promouvoir positivement leurs économies.

J'avais la responsabilité de conseiller près de 350 sociétés souhaitant se développer à l'international. J'ai recouru pendant 25 ans aux services économiques des ambassades de

France dans 54 pays. C'est grâce à ces missions économiques que l'on pouvait partir dans les quatre coins du monde et disposer des meilleures informations et d'un appui performant et individualisé. Avant même notre déplacement dans un pays, l'étude de marché est réalisée par des diplomates de haut niveau et les réponses à nos interrogations sont fournies par des attachés sectoriels.

Lors de notre séjour dans le pays prospecté, nous disposions d'un programme de rendez-vous pour chaque entreprise, en fonction de son secteur d'activité et un dossier sur le contexte politique, social et économique. Nous fûmes alertés sur les écueils à éviter, les règles à respecter et les précautions à prendre.

Les ambassades ont un grand rôle de lobbying, en intervenant auprès des autorités locales en faveur de telle ou telle entreprise, non pas en utilisant la pression mais en vantant ses mérites et son potentiel. Elles sont au cœur de l'intelligence économique.

La diplomatie économique est l'apanage de tous les pays qui se sont développés. Les Japonais ont même utilisé leurs représentants à l'ONU pour faire avancer les dossiers économiques. J'ai préconisé dans mon ouvrage (Algérie et Maroc : quelles convergences économiques ?) la mise en commun des services diplomatiques maghrébins en faveur des opérateurs maghrébins.

L'absence d'une union économique maghrébine empêche le développement des échanges de biens et services et de capitaux, ainsi que la circulation des ressources humaines.

Le Maghreb est la seule région au monde qui ne connaît pas de construction régionale et où le commerce intra-maghrébin est insignifiant (2% des échanges).

Le projet d'une intégration économique et monétaire peut paraître ambitieux et pour certains anachronique eu égard à la situation géostratégique conflictuelle que connaît le Maghreb depuis plus de trente ans. A contrario les populations et les forces vives aspirent à l'union. L'irrationnel, l'archaïsme, la défense des privilèges de certains clans au pouvoir, les lobbys anti-union, la non prise en compte des aspirations populaires sont les ingrédients d'un immobilisme anachronique à contre-courant de l'histoire.

La responsabilité de ceux et celles qui, dans l'exercice des responsabilités au plus haut niveau des Etats, auront multiplié les entraves à l'intégration maghrébine, sera lourde devant l'histoire et seront jugés sévèrement par une jeunesse sacrifiée. Pendant que le Maghreb s'embourbe dans des chamailleries stériles, les autres pays émergents progressent à grand pas.

La mondialisation nous réserve de mauvaises surprises et les ressources minières ont une fin. Il est dans l'intérêt de cette région de s'unir au plus vite. Que de temps perdu et que d'occasions manquées !

Le Maghreb est la seule région au monde qui n'est pas intégrée, bien qu'elle soit la plus homogène du point de vue sociologique, linguistique, culturel et culturel. Les peuples de cette région ont témoigné et témoignent de leur attachement à l'union au point que les dirigeants sont acculés à reconnaître l'utilité de cette intégration et sa nécessité mais pas tout de suite. La crainte de « bouleversements incontrôlables » qu'impliquerait une dynamique unitaire est à l'origine d'un conservatisme stérile et contraire aux intérêts des populations.

Il convient de rappeler qu'avant l'occupation ottomane d'une partie du Maghreb à l'exception du Maroc, cette région a vécu sous des empires dont les instigateurs pouvaient venir de l'est (l'empire fatimide), du centre (l'empire almohade) ou du sud-ouest (l'empire almoravide). Il est utile de rappeler les solidarités des Maghrébins face à aux envahisseurs espagnol, portugais ou français jusqu'à l'obtention de leurs indépendances.

L'appel de Tanger en 1958 en faveur d'un Maghreb uni est l'illustration ultime de cette volonté unitaire des résistants au colonialisme français. Il est frappant de constater des affinités culturelles qui transcendent les frontières. La musique andalouse en est la parfaite illustration. Des coutumes et des habitudes semblables et des similitudes linguistiques (arabe dialectal et le berbère). Les tenues vestimentaires et la cuisine sont identiques malgré les colonisations successives. L'espace maghrébin est beaucoup plus homogène que l'espace européen qui présente des hétérogénéités flagrantes en matière de mode de consommation, linguistique et culturel.

Dans des pays à forte progression démographique et une population jeune, des taux de

croissance des PIB autour de 3% sont insuffisants pour résorber le chômage.

Je préconise de passer d'un taux des échanges intra-maghrébins de 2 à 40%, ce qui est la moyenne des constructions régionales dans le monde.

Il existe trois gisements d'évolutions favorables des économies :

une lutte implacable contre la corruption (gain estimé de 2 à 4% du PIB) ; une intégration économique maghrébine (gain estimé de 2 à 4% du PIB),

- une réduction drastique des dépenses militaires (gain estimé de 2 à 3% du PIB) et

Cette démarche doit s'accompagner d'une réduction drastique des budgets de défense. En

effet, parmi les conclusions alarmantes auxquelles a abouti le rapport 2008 de l'Institut

international de recherche pour la paix (Sipri), figure l'inquiétante progression des dépenses

militaires. L'Algérie est classée au troisième rang des pays arabes en termes d'armement,

juste derrière le Qatar et l'Arabie Saoudite. Ce rapport révèle que ce pays consacre en

moyenne 3,3% de son PIB par an aux dépenses militaires, ce qui représente environ 4,5

milliards de dollars. Dans le même classement, le Maroc occupe le cinquième rang avec un

budget qui dépasse 1,7 milliard de dollars en dépenses militaires – sans compter les 2,4

milliards de dollars, budgétisés sur plusieurs exercices, relatifs à l'achat de 24 chasseurs

F16 C/D Block52 auprès du constructeur US Lockheed Martin. Au titre de l'année 2009, les

crédits alloués au même chapitre par l'Algérie se sont élevés à 6,25 milliards de dollars en

hausse de 10% par rapport à l'année 2008. Pour sa part, le Maroc a consacré à la défense,

au titre de l'année 2009, un budget de 4,125 milliards de dollars, soit environ 16 % du budget

général de l'Etat et 4,6% du PIB.

Lorsqu'on constate le temps mis par les pays de l'Est européen pour accomplir leur transition

(vingt ans) les pays du Maghreb doivent se mettre au travail pour parachever leur

diversification, l'après-pétrole et réaliser la communauté économique maghrébine. Nous y

travaillons, Abderrahman Mebtoul, professeur d'économie à l'Université d'Oran et moi-même

sur le plan de l'expertise. Nous avons fait appel à une vingtaine de sociologues, politologues,

juristes, historiens et économistes originaires des cinq pays du Maghreb

* Docteur ès sciences

économiques, conseiller

économique, consultant

international et auteur de l'ouvrage : «Algérie et Maroc : Quelles convergences

économiques ?»

Samedi 11 Juin 2011

PAR CAMILLE SARI

Source : <http://www.libe.ma>